



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 19 AOUT 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

KASAI :

Dans le cadre du projet Paix, Justice, Réconciliation et Reconstruction (PAJURR), la MONUSCO et ses partenaires ont clôturé le 17 août 2020 l'audience foraine du Tribunal militaire de garnison de Kananga à Luiza (environ 285 kms de Kananga), dans la province du Kasai Central. A l'issue de cette audience foraine, des jugements ont été prononcés dans quatre des cinq affaires relatives entre autres au viol, aux exécutions sommaires et extrajudiciaires de civils par des éléments de la PNC, des FARDC et des présumés miliciens de Kamuina Nsapu dans le territoire de Luiza entre 2016 et 2018.

Le projet PAJURR est mis en œuvre par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Search for Common Ground. Le BCNUDH a notamment assuré la protection de six hommes et quatre femmes, victimes et témoins dans les affaires jugées, et fourni des conseils techniques en matière de protection au Tribunal et au parquet militaire, aux avocats et aux parties, ainsi que l'aide légale et l'assistance psychosociale via ses partenaires.

Le Projet PAJURR est financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, à hauteur de 3,5 millions de dollars américains, et est mis en œuvre sous la tutelle gouvernementale du ministère du Plan et du ministère de la Justice pour la période 2018-2020. Ce projet vise à « renforcer la cohésion entre les communautés affectées par le conflit au Kasai central permettant une coexistence pacifique. »

Le 14 août, une équipe conjointe de la MONUSCO des bureaux de Kananga et Tshikapa a clôturé 3 jours d'une mission d'évaluation (JAM) a Bakwa Kenge, centre des crises violentes entre des communautés des territoires de Demba et Mweka autour d'une question foncière.

À Bakwa Kenge, la MONUSCO a rencontré les communautés, y compris les chefs traditionnels et les forces de sécurité déployées. La mission d'évaluation a observé que les blessés de la récente crise étaient toujours en traitement à l'hôpital général de Kakenge tandis que 263 maisons incendiées ont été dénombrées. Un certain

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

nombre de recommandations ont été faites par la mission aux autorités tant nationales que provinciales, dont « vulgariser et rendre effective la loi 015/2005 portant découpage des territoires et aussi décentraliser proportionnellement la gestion des structures étatiques qui jadis appartenait à l'ex-province du Kasai Occidental à l'image des cas de la SNCC, l'auditorat militaire, REGIDESO, le parquet, et certaines autres divisions provinciales fonctionnant à Tshikapa mais encore sous tutelle de Kananga ».

Après des affrontements communautaires dans la nuit du 3 au 4 août, vers 1 h 00, à Bakwa Kenge, la MONUSCO a transporté par voie aérienne 48 membres des forces de sécurité (25 FARDC et 23 PNC) jusqu'à la frontière entre le Kasai et le Kasai Central en vue d'apaiser les tensions.

Enfin, le 15 août, la section des affaires civiles de la MONUSCO à Tshikapa, en collaboration avec le ministre de l'Intérieur du Kasai, a organisé une réunion de réconciliation entre les chefs des groupements de Bakua Kalume et de Luona Nzambi sur les conflits fonciers, la chefferie et les revenus du marché commun à Katalayi.

ITURI :

Malgré le contexte sécuritaire préoccupant dans la province de l'Ituri, les acteurs engagés dans la Stratégie Internationale pour la Stabilisation (ISSS) de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) préparent la mise en œuvre de différents projets de stabilisation dans les territoires de Djugu et d'Irumu en Ituri. Ces projets, d'un montant global de 4,8 millions USD, portent sur le retour, la Réintégration socio-économique et le relèvement économique (RRR) de plus de 1 000 combattants démobilisés du groupe armé FRPI, Force de résistance patriotique de l'Ituri, et 1 500 de leurs dépendants ainsi que pour les jeunes à risques au sud du territoire d'Irumu.

Les activités de relèvement économique des combattants démobilisés vont porter sur des formations professionnelles, notamment la menuiserie, l'agriculture, l'élevage, la mécanique, etc. Il y a aussi des activités génératrices de revenus (AGR) en faveur des combattants et de leurs dépendants, à travers des kits de réinsertion sociale et des activités agricoles, notamment la transformation de certains produits agricoles en produits finis.

Le second projet dit de dialogue communautaire concerne également le territoire d'Irumu, et a pour objectif de faciliter la cohabitation sociale entre les communautés affectées par l'activisme de la FRPI ainsi que le retour à la vie civile des combattants démobilisés. Ici, le travail va se focaliser sur la prévention, résolution et transformation des conflits à travers des plateformes ou structures communautaires.

La mise en place de ces projets est affectée par une désinformation et toutes sortes de rumeurs qui sapent la cohésion communautaire dans les zones concernées, selon le constat des partenaires de la mise en œuvre du programme. Pour lutter contre la désinformation, outre les deux projets précités, le programme ISSS en Ituri envisage l'installation d'une radio communautaire pour ouvrir un espace d'expression à toutes les communautés afin de véhiculer des messages de tolérance, d'acceptation mutuelle et de cohabitation pacifique, tout en menant des actions de sensibilisation afin de lutter contre la désinformation et les stéréotypes. D'un coût de 1,1 million USD, ce projet qui concerne le territoire de Djugu va également former les journalistes et les professionnels des médias locaux sur la communication sensible aux conflits.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

NORD-KIVU :

La MONUSCO a remis officiellement aux autorités locales de Mamove à une trentaine de kilomètres de Beni au Nord-Kivu, une route de desserte agricole. Longue de sept kilomètres, cette portion de route était dans un état de délabrement très avancé. Elle vient d'être réhabilitée par le génie militaire du contingent sud-africain de la MONUSCO. Un autre impact de cette réhabilitation est qu'elle va aussi faciliter les mouvements de troupes (congolaises et de la MONUSCO) dans cette région qui reste en proie à un fort activisme de groupes armés, notamment des Maï-Maï et des rebelles ougandais des ADF.

SUD-KIVU :

Un hélicoptère de la MONUSCO a permis le 14 août de situer l'épave d'un avion civil porté disparu dans le Parc national de Kahuzi Biega à sept minutes de vol de l'aéroport de Kavumu. L'avion reliait Kalima à Bukavu. Les cinq personnes à bord de l'appareil, deux membres d'équipage et trois passagers, ont péri.

Les acteurs locaux de la société civile et la MONUSCO ont mis en place un cadre de concertation entre leurs structures citoyennes et la MONUSCO à Uvira, après des incidents impliquant les FARDC et les groupes armés dans la plaine de la Ruzizi. La MONUSCO, à travers la section des affaires civiles, le Bureau conjoint aux droits de l'homme et l'unité de la police, planifie des séances de formations sur les droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, ainsi que des sessions de résolution pacifique des conflits.

TANGANYIKA :

Le 12 août 2020, 32 combattants Mayi-Mayi du groupe Liwa, dont deux enfants, se sont rendus et ont décidé de rejoindre le processus de paix en cours dans la province du Tanganyika. La cérémonie de reddition s'est déroulée au village Lukwenge à 30 km sur l'axe Bendera au nord de Kalemie.

La mission organisée par la Section Désarmement, Démobilisation et Réintégration de la MONUSCO en partenariat avec les FARDC a permis de récupérer une vingtaine d'armes de guerre de marque AK 47. Le groupe Mayi-Mayi Liwa était conduit par son commandant, proche du groupe de miliciens Apana pale. Plusieurs sections de la MONUSCO – Kalemie ont pris part la mission de Lukwenge avec le soutien des Casques bleus Indonésiens.

En outre, la MONUSCO Kalemie a réhabilité trois infrastructures sociales à Lukombe en territoire de Kalemie : un pont et un terrain de football ainsi que la construction de deux toilettes publiques. Les habitants des localités de Lumwanga et de Luweka ont rejoint le village de Lukombe, de même que six chefs coutumiers du groupement Mungonda venus assister à la cérémonie présidée par le Chef de bureau par intérim de la MONUSCO Kalemie.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

POLICE DES NATIONS UNIES :

Lundi 17 août, à l'école de police Jules Moke dans la commune de Bagira, la Police des Nations Unies (UNPOL) a démarré une session de formation des formateurs de la Police nationale congolaise, PNC, au profit de 40 cadres et agents de cette institution à Bukavu. Cette formation vise à mettre à la disposition de la province du Sud-Kivu une réserve de formateurs PNC bien outillés pour transmettre les connaissances aux cadres et agents lors des sessions de formation futures. Elle va durer jusqu'au 9 septembre prochain. De même, la Police des Nations Unies forme depuis le 10 août, les commandants des grandes unités de la PNC Sud Kivu sur les droits de l'homme et la gestion du maintien de l'ordre.

A Goma, 25 éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC) ont suivi du 8 au 12 août 2020 une formation sur « les renseignements généraux ». La Police des Nations Unies (UNPOL) de la MONUSCO a organisé cet atelier dans le but de renforcer leurs connaissances sur les méthodes d'exploitation et de transmission des renseignements.

A Kananga, du 17 au 22 août 2020, UNPOL développe les compétences pédagogiques des inspecteurs de l'antenne de l'Inspection générale (IGPNC) de Kananga, et du 11 au 20 août à Tshikapa, sont formés au respect des droits de l'homme dans la gestion de l'ordre public 50 agents de la PNC. En tout, 1 316 cadres et agents de la PNC, hommes et femmes, ont été formés entre janvier et août 2020, malgré la pandémie de Coronavirus. Et ce, sur des axes thématiques comme les techniques de maintien de l'ordre, les gestes techniques professionnels d'intervention, la circulation routière, les renseignements généraux, la police de proximité, la protection de l'enfant, les violences basées sur le genre et la police judiciaire.

SITUATION MILITAIRE

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La Force de la MONUSCO a consenti des efforts supplémentaires dans la poursuite de la recherche du renseignement en déployant davantage de vecteurs aériens de reconnaissance et d'acquisition au cours de la quinzaine écoulée. Des exercices d'évacuation sanitaire ont été effectués au niveau de tous les Secteurs en vue d'accroître l'opérationnalité et l'aptitude de la Force à soutenir les FARDC de façon plus efficace. Par ailleurs, la sensibilisation au respect des mesures anti-covid-19 se poursuit sans relâche sur l'ensemble des zones de déploiement de la Force.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, des patrouilles conjointes ont été effectuées à intervalles réguliers en liaison avec la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) sur l'axe Komanda-Luna-Eringeti afin de dissuader les vellétés d'attaque de la part des ADF et des groupes Mayi-Mayi. Aussi, la libre de circulation des personnes et des biens a-t-elle été constamment assurée sur la RN 27 par de robustes patrouilles. Une incursion d'une dizaine d'éléments armés non identifiés a été repoussée par la Force dans la localité de Kombakabo. Le détachement temporaire de Tchabi a marqué la présence de la Force en vue de protéger les personnes déplacées internes nouvellement installées dans la région contre les menaces des ADF.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Beni, il a été observé une diminution significative des activités des groupes armés locaux. Ce progrès remarquable découle de la stratégie mise en place par la Force et qui a consisté au déploiement de détachements dans certaines zones identifiées ou présumées dangereuses. Il convient aussi de mentionner la synergie d'actions et la collaboration entre la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) et les FARDC en ce qui concerne la conduite des opérations contre les groupes armés. Des unités mobiles de réaction rapide ont également été activées par la FIB dans le but de réduire les délais d'intervention en cas de nécessité. Des missions de longue portée ainsi que des patrouilles hélicoptères ont été effectuées en liaison avec les FARDC.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la Force a poursuivi sa mission de protection des civils par des actions anticipatives visant à prévenir les affrontements entre groupes armés rivaux. Les détachements temporaires de Mpati, de Pinga et de Lukweti ont contribué à l'extraction et la reddition d'une trentaine de combattants des factions rivales du groupe armé NDC-R, à des évacuations sanitaires ainsi qu'à la protection des personnes déplacées internes. Les patrouilles effectuées dans les localités de Miriki, Mpati, Katsiru, Mweso, Ngungu, Bukununu, Kabanda et Ishasha ont permis de réduire les abus et autres violations des droits de l'homme dans ces régions. La Force a également soutenu l'extraction de 25 enfants soldats par la section de Protection de l'enfant.

Dans la province du Sud-Kivu, le dispositif préventif mis en place en liaison avec les FARDC a permis le 10 août 2020 de détecter et de faire avorter une attaque imminente sur la base opérationnelle temporaire de Mikenge et le camp voisin des personnes déplacées internes qui faisaient l'objet de récurrentes attaques ou vellétés d'attaque. Du 16 au 18 août 2020, des patrouilles et missions de longue portée ont été effectuées dans les localités de Cishadu, Lubarika, Kimbondi, Kanyola, Mataba et Kitundi. Les initiatives d'actions conjointes telles que les reconnaissances aériennes, les réunions de commandement et le partage d'information en temps réel ont permis de renforcer la confiance entre la Force de la MONUSCO et les FARDC.

Au titre des activités civilo-militaires, il convient de mentionner les travaux de réhabilitation de la route Bogoro-kaseyni, de même que l'extension du camp de personnes déplacées internes, exécutés par le Génie militaire népalais dans l'Ituri.

EQUIPE DE PAYS

JOURNEE MONDIALE DE L'AIDE HUMANITAIRE :

Aujourd'hui mercredi 19 août est célébrée la Journée mondiale de l'aide humanitaire. Cette année, la campagne rend un hommage particulier aux héros du quotidien - #RealLifeHeroes - qui consacrent leur vie à aider d'autres personnes dans le monde entier.

A travers cette campagne, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) souhaite remercier les humanitaires qui continuent à protéger et à sauver des vies malgré les conflits, l'insécurité, le manque d'accès et les défis supplémentaires liés à la pandémie de COVID-19. La campagne met particulièrement en lumière les partenaires locaux, organisations et membres des communautés touchées qui sont en première ligne de l'action humanitaire.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

A ce titre, vous trouverez une série d'histoires sur le travail des humanitaires congolais, à suivre sur les réseaux sociaux d'OCHA - [OCHA FACEBOOK](#) [OCHA TWITTER](#).

Un site internet global est également mis en ligne <https://www.worldhumanitarianday.org/fr> où vous pouvez visionner le film de la campagne.

La campagne présente les histoires personnelles d'acteurs humanitaires qui abordent l'impact de la pandémie COVID-19, l'administration de vaccins, la fourniture de nourriture, la mise en place d'espaces pour les femmes et les filles, la lutte contre les invasions de criquets. Le message clé est le suivant : « investir dans leur travail et leur sécurité est la meilleure façon de rendre hommage à ce qu'ils font - tous les jours ».

EBOLA :

Le dernier bilan de l'épidémie d'Ebola en cours dans la province de l'Equateur fait état de 94 cas, 41 décès et un total de 22,541 personnes vaccinées.

Le 17 août, cinq nouveaux cas ont été confirmés dont quatre décès communautaires. Avec deux nouveaux cas, Boyeka, située dans la zone de santé de Lolanga Mampoko devient la 31^{ème} aire de santé affectée par l'épidémie. Ces nouveaux cas posent le problème récurrent des décès communautaires, qui sont liés à la méfiance des communautés envers les activités de riposte. Malgré les efforts de sensibilisation et d'information effectués en ce sens pour obtenir l'engagement communautaire, il subsiste encore beaucoup d'entraves, dont le manque de ressources financières et l'inaccessibilité de certaines localités.

Plusieurs contacts ont déjà été identifiés autour de ces cas confirmés. Cependant, leur dispersion dans les localités isolées ou difficiles d'accès décuple les risques de propagation du virus.

L'équipe de riposte mobile déployée de Bolomba est toujours à Monieka pour renforcer les activités autour du cas confirmé et renforcer le suivi des contacts.

ALLAITEMENT MATERNEL :

Cinq nourrissons sur 10 en République démocratique du Congo (RDC) reçoivent des liquides et des aliments en plus du lait maternel au cours de leurs six premiers mois de vie, ce qui contribue à la malnutrition, aux maladies et même aux décès d'enfants.

L'UNICEF et le ministère de la Santé viennent de procéder au lancement de la campagne *Plus Fort Avec Le Lait Maternel Uniquement*, en marge de la Semaine Mondiale de l'Allaitement Maternel (SMAM) 2020. Cette campagne vise à informer les autorités politico-administratives, les partenaires techniques et financiers, les ONG, les entreprises, les associations, les médias ainsi que les communautés et les familles de l'importance de promouvoir, protéger et soutenir les mères pour mieux allaiter leurs enfants afin de bénéficier d'un meilleur départ dans la vie.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La RDC est le premier pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre où les enfants ne grandissent pas bien. En Afrique de l'Ouest et du Centre, le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance est passé de 23 à 29 millions entre 2000 et 2018 et environ 4,9 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère contre 8.5 millions d'enfants de moins de 5 ans touchés par la malnutrition chronique en RDC. Près de 1.5 million d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë sévère selon l'enquête MICS 2018-2019.

Pour que les enfants de moins de six mois restent en bonne santé, les données scientifiques recommandent de leur donner exclusivement du lait maternel à la demande (jour et nuit). Une mauvaise alimentation nuit de manière permanente à la croissance et au développement du cerveau des enfants.

L'absence d'allaitement a un coût considérable. En plus des milliers de décès évitables d'enfants, le traitement des maladies, l'achat des substituts de lait maternel et la perte en productivité en raison des pertes cognitives liés à l'absence d'allaitement coûtent 409 millions de dollars par an à la RDC, selon les recherches réalisées par Alive & Thrive en juin 2019.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28